

En 1986, la croissance dans les pays industrialisés se poursuivrait à un rythme modéré de l'ordre de 3 % dans la zone OCDE. Le profil infra-annuel de cette croissance serait cependant assez marqué. Après un premier semestre terne (hiver rigoureux, baisse des importations des pays de l'OPEP), la reprise au second semestre proviendrait d'une croissance de la demande intérieure, celle des ménages étant liée à la progression de leur pouvoir d'achat, celle de l'investissement étant renforcée par la baisse des taux d'intérêt.

Dans la zone non OCDE, les pays de l'OPEP s'adaptent en diminuant le volume de leurs importations alors que le problème de l'endettement se localise sur un nombre restreint de pays (Mexique notamment). Les autres pays en voie de développement importateurs de pétrole

profiteraient de la baisse des prix du pétrole, de celles du dollar et des taux d'intérêt pour alléger leur dette.

Globalement, le commerce mondial devrait se développer en 1986 à un rythme annuel proche de celui de 1985 : 3 à 3,5 % (4 % pour les produits manufacturés).

L'hypothèse retenue dans cette note est que les pays de l'OPEP parviendraient avant la rentrée à un accord sur le volume de leur production permettant une remontée graduelle du prix du pétrole, qui se situerait à 18 \$ en moyenne au second semestre.

Après avoir baissé tout au long de l'année 1985, le prix des autres matières premières importées par la France devrait connaître une stabilisation à son niveau du printemps.

1. La situation conjoncturelle de nos partenaires commerciaux

Au cours de l'année 1986, l'économie mondiale s'adapte progressivement aux conditions nouvelles nées de la chute des prix du pétrole et des mouvements de parité. Les évolutions devraient contribuer à homogénéiser les performances économiques des principaux pôles de l'activité mondiale (Etats-Unis, Europe, Japon) et permettre un certain rééquilibrage des balances des paiements courants.

La croissance dans les pays industrialisés se poursuivrait à un rythme annuel modéré de l'ordre de 3 % dans la zone OCDE, 1986 étant la quatrième année de croissance dans le cycle actuel qui débuta fin 1982 par une reprise vigoureuse aux Etats-Unis. L'absence de tensions inflationnistes marquées dans les économies industrielles laisse augurer une poursuite de la croissance, conférant au cycle actuel une longévité remarquable dans les mouvements de l'après-guerre.

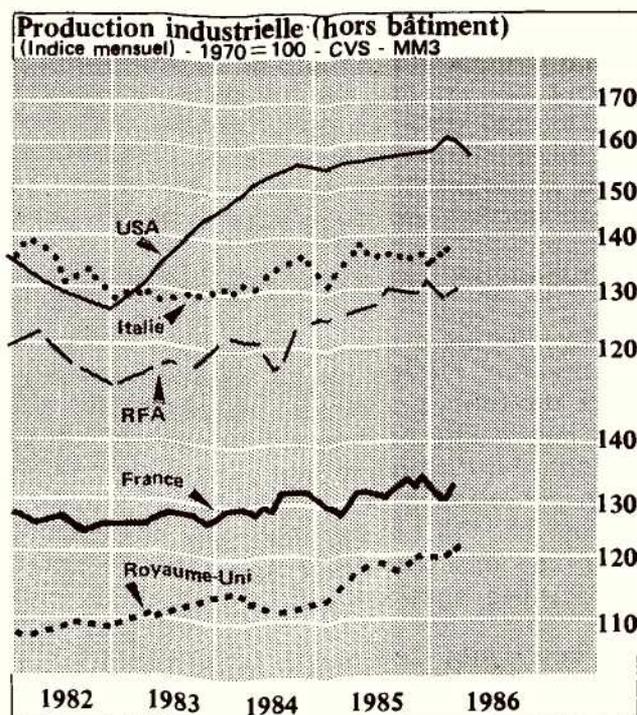
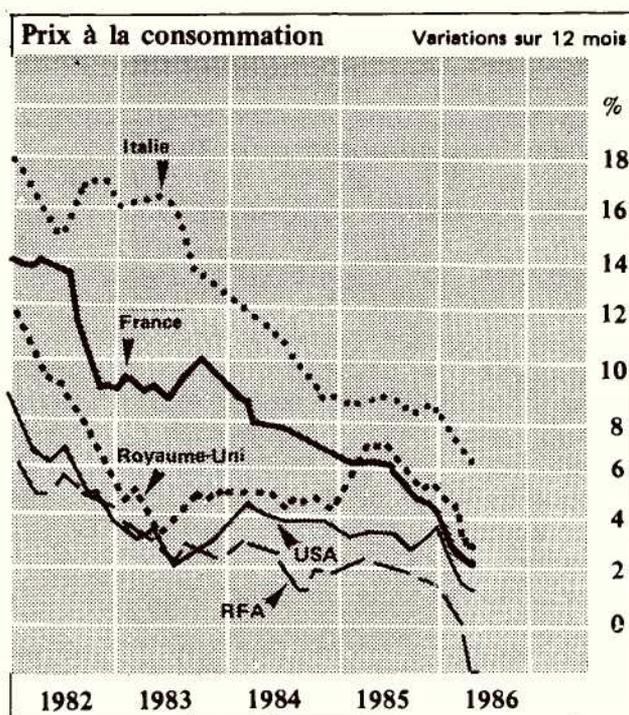
Néanmoins, pour les pays importateurs de pétrole, le transfert de revenu réel, lié à la baisse des prix, ne stimulerait la demande des agents intérieurs qu'à partir du second semestre 1986. Après un premier semestre terne du fait d'un ajustement rapide de la demande des pays producteurs de pétrole à la baisse des prix de leur ressource, de commandes différées dans l'attente de nouvelles baisses des prix, provoquant notamment un ajustement à la baisse des stocks, la reprise résulterait d'une croissance de la demande des ménages liée à la progression antérieure de leur pouvoir d'achat et à une reprise de l'investissement renforcée par la baisse des taux d'intérêt. Cette reprise ne devrait pouvoir être différée que par des comportements attentistes des agents (comportement d'épargne, interrogation sur la stabilité à un niveau bas du prix du pétrole).

Cependant, les spécificités propres à chaque économie entraînent une diversité de situations et de perspectives conjoncturelles chez nos principaux partenaires commerciaux.

• Les Etats-Unis

L'année 1985 avait été marquée par une croissance médiocre (2,2 %), en net ralentissement sur 1984 (6,5 %), et les signaux qui caractérisent l'évolution récente sont en bonne partie contradictoires. La plupart des derniers indicateurs d'activité, négatifs ou en faible progression, témoignent du ralentissement de la croissance fin 1985 et début 1986, alors que les anticipations des prévisionnistes tablent sur une reprise cette année, entre 3 et 4 % selon les sources. Les raisons de ce paradoxe tiennent au fait que la baisse des taux d'intérêt, celle du dollar et celle des prix des produits pétroliers devraient être de nature à relancer la croissance, alors que les données conjoncturelles n'enregistrent pas encore les effets bénéfiques attendus, ou même reflètent le marasme de certains secteurs (énergie, agriculture). On s'attend donc à un profil 1986 assez contrasté : après un premier semestre où la croissance n'excéderait pas 2,5 % en rythme annuel, le second marquerait une accélération et dépasserait 4 % l'an, toutes les composantes de la demande participant à ce mouvement, sauf celle des administrations affectée par les efforts entrepris pour restreindre le déficit du budget fédéral. Compte tenu de l'effet modérateur des prix énergétiques et malgré la hausse des prix des produits importés consécutive à la baisse du dollar, l'inflation devrait rester en dessous d'un rythme annuel de 3 %.

La politique monétaire conduirait à une stabilité des taux d'intérêt d'ici la fin de l'année. Le taux de chômage devrait rester voisin de 7 %. Le déficit commercial, après avoir atteint un record absolu au premier trimestre 1986 (entre 40 et 45 milliards de dollars), devrait diminuer progressivement et revenir aux environs de 30 milliards de dollars au quatrième trimestre. Le déficit fédéral, quant à lui, devrait approcher 190 milliards de dollars. Au total, des déséquilibres importants affecteraient encore l'économie américaine mais ceux-ci s'atténueraient par rapport à 1985.



• Les autres principaux partenaires OCDE

Au **Japon**, la poursuite d'une politique budgétaire restrictive et l'essoufflement des exportations (appréciation du yen, contraction des marchés des PVD exportateurs de pétrole et de matières premières), non relayés par une croissance suffisante de la demande interne devraient ramener la croissance annuelle du PNB de 4,6 % en 1985 à 3,3 % en 1986. L'allègement de la facture énergétique devrait néanmoins contribuer à l'établissement de nouveaux records de l'excédent de la balance commerciale. Pour les échanges de marchandises, le solde créditeur pourrait progresser de 30 milliards de dollars cette année.

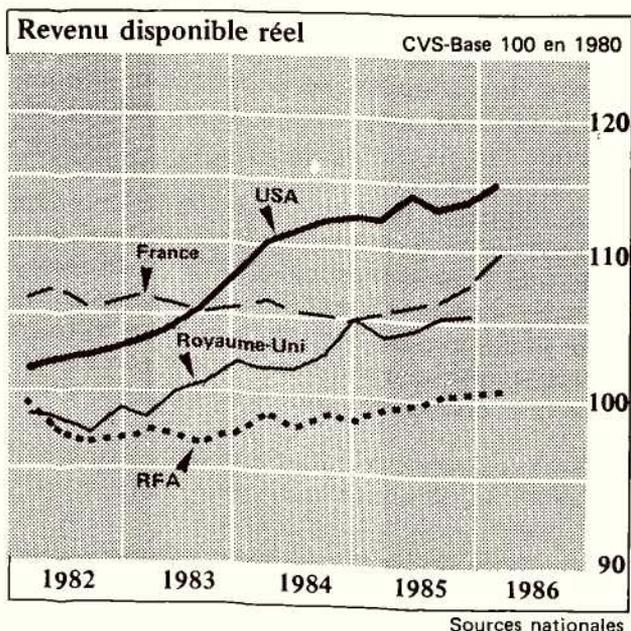
En **Europe**, la baisse des prix du pétrole se traduit par un allègement de la facture énergétique en RFA, en Italie, mais par une perte de recettes au Royaume-Uni et aux Pays-Bas qui exportent pétrole et gaz naturel.

En **RFA**, la croissance pourrait atteindre 3,5 % en 1986 contre 2,5 % en 1985, la demande intérieure prenant le relais des exportations comme moteur de la croissance. L'activité du début d'année semble marquer un palier qui pourrait être dû en partie à la rigueur de l'hiver. Dans un contexte d'inflation quasiment nulle, les gains de pouvoir d'achat, assurés par les accords salariaux conclus et les réductions d'impôt, devraient stimuler la croissance de la demande intérieure qui pourrait atteindre 5 % en rythme annuel au cours du second semestre.

L'excédent de la balance commerciale et des comptes courants devraient atteindre de nouveaux records, alors que le taux de chômage pourrait diminuer légèrement.

La baisse des prix du pétrole diminue les recettes du **Royaume-Uni** (5ème producteur mondial), mais comme il est aussi gros consommateur, cette chute conduit à une moindre inflation et à des gains de pouvoir d'achat pour les ménages et les entreprises hors secteur pétrolier. Compte tenu, en plus, de mesures fiscales favorables, le revenu disponible réel des ménages pourrait s'accroître d'au moins 4 % en 1986, et la consommation privée devenir le principal moteur d'une croissance qui pourrait atteindre 3 %, en léger retrait par rapport à 1985 (3,2 %). La détérioration de la balance commerciale, résultant de la diminution des recettes pétrolières, pourrait être compensée par des gains au niveau de la balance des invisibles.

En **Italie**, la hausse des prix pourrait être de l'ordre de 5,5 % en 1986 contre 9,5 % en 1985, et la balance commerciale reviendrait à l'équilibre. Tirée par la consommation des ménages, la croissance atteindrait 2,8 % contre 2,3 % en 1985, évolution insuffisante à enrayer une nouvelle progression du taux de chômage.



• La zone non OCDE

Les **pays de l'OPEP** doivent faire face à une diminution de leurs recettes d'exportation de l'ordre de 40 milliards de dollars. Ils s'adapteront en diminuant le volume de leurs importations et en accroissant leur endettement.

Les **pays en voie de développement** n'appartenant pas à l'OPEP ont une balance pétrolière globalement équilibrée, mais les situations sont très contrastées : le Mexique, l'Égypte, gros exportateurs de pétrole voient le problème de leur endettement s'aggraver du fait de la chute de leurs recettes. A l'opposé, les pays nouvellement industrialisés, le Brésil, qui sont importateurs de pétrole, bénéficient de cette baisse et leur endettement s'allège, d'autant que les taux d'intérêt baissent également. Enfin, parmi les pays nouvellement industrialisés du Sud-Est Asiatique certains (par exemple la Corée) voient leur activité conserver son dynamisme dans la mesure où, leurs monnaies accompagnant le dollar dans sa baisse, ils profitent de leur compétitivité accrue sur l'ensemble des marchés mondiaux.

Le problème de l'endettement du Tiers Monde se trouve donc plus localisé sur un nombre restreint de pays (Mexique, Nigéria, Vénézuéla, pays d'Afrique sud-saharienne).

Globalement, le commerce mondial tous produits devrait croître en 1986 à un rythme annuel voisin de celui de 1985 (3 à 3,5 %) et à un rythme légèrement supérieur pour les produits manufacturés (4 % l'an).

2. Le prix des matières premières

• L'évolution des prix du pétrole en 1986

Jusqu'à la fin 1985, l'Arabie Saoudite s'est efforcée de réguler la production de pétrole de l'OPEP en s'astreignant à des limitations considérables de sa propre production ^{1/}. En décembre 1985, à la conférence de Genève, l'Arabie Saoudite a affirmé sa détermination à ne plus soutenir seule la régulation de l'offre de pétrole sur le marché mondial. D'autre part, elle a clairement laissé entendre son désir de voir les prix du pétrole descendre pour se situer à un niveau qui permettrait une reprise de la consommation de pétrole des pays industriels et éviterait dans le moyen terme que l'utilisation des produits pétroliers ne diminue trop fortement. En augmentant brutalement son offre, Ryad a provoqué, aidé en cela par "l'indiscipline" des autres producteurs, une baisse brutale des cours du brut. Obtenir satisfaction sur le second point (le ministre saoudien a évoqué un "juste prix" de 18 à 20 \$ le baril) dépendra de sa capacité à négocier un volume global de production compatible avec ce prix et une répartition de cette enveloppe satisfaisant les producteurs concernés.

Pour assurer le succès d'une nouvelle politique des quotas, l'Arabie Saoudite a placé les producteurs dans une situation provisoire difficile. Malgré les dissensions qui semblent avoir marqué la dernière conférence de l'OPEP à Brioni, on peut penser que la situation actuelle ne durera pas. En effet, on estime aujourd'hui la "surproduction" de pétrole à 3 millions de barils/jour. La résorption de cet excédent par la seule OPEP conduirait dès lors à une réduction de l'ordre de 17 % de son revenu qui serait plus que compensée par le retour à un prix au voisinage de 18 - 20 \$.

^{1/}qui a atteint à certains moments 25 % seulement de ses capacités de production.

La situation actuelle apparaît donc relativement instable et l'hypothèse que nous avons retenue pour la fin de l'année est celle d'un raffermissement du prix du pétrole. Prévoir le calendrier de ce raffermissement est évidemment délicat. Même si une nouvelle conférence de l'OPEP est prévue à la fin du mois de juillet, deux facteurs amènent à penser que la hausse ne se produirait qu'à la rentrée : après un redressement au mois d'avril, les prix des produits raffinés sont depuis le début du mois de mai largement orientés à la baisse. Cette évolution pourrait provenir pour partie d'une saturation du marché des produits raffinés : en garantissant une marge constante aux raffineurs, la pratique des contrats net-back peut en effet conduire à une surproduction de produits raffinés et donc à une baisse temporaire des prix, qui jouerait en retour à la baisse sur le prix du brut du fait de la tarification net-back.

D'autre part, la faiblesse de la consommation durant les mois d'été est peu propice à un strict respect de quotas très contraignants sur cette période. Ce n'est donc qu'à la faveur de l'accroissement de la demande de pétrole sur la fin de l'année que les prix devraient retrouver une pente ascendante.

Au total, le prix moyen du pétrole importé en France au cours de l'année 1986 serait de 975 F/tonne (compte tenu de l'hypothèse de stabilité du dollar sur le second semestre à 7,20 F), soit 47 % en dessous du niveau 1985. Le prix des importations de gaz suivrait cette évolution avec un léger retard du fait du calendrier de renégociation et des termes d'indexation des contrats gaziers.

Le prix du pétrole importé par la France (CAF)						
1985				1986		
85.I	85.II	MA		86.I	86.II	MA
28,4	27,5	27,9	\$/baril	18,8	18	18,4
2015	1678	1842	F/tonne	992	953	975

• Les prix des autres matières premières importées

Le prix des matières premières importées autres que le pétrole, qui avait baissé pratiquement tout au long de l'année 1985, connaît un retournement à partir du début de cette année. Ce retournement s'effectue plus tôt pour les matières premières alimentaires (dès le mois de septembre) pour lesquelles une forte hausse des cours du café est intervenue en fin d'année à la suite de prévisions d'une mauvaise récolte au Brésil.

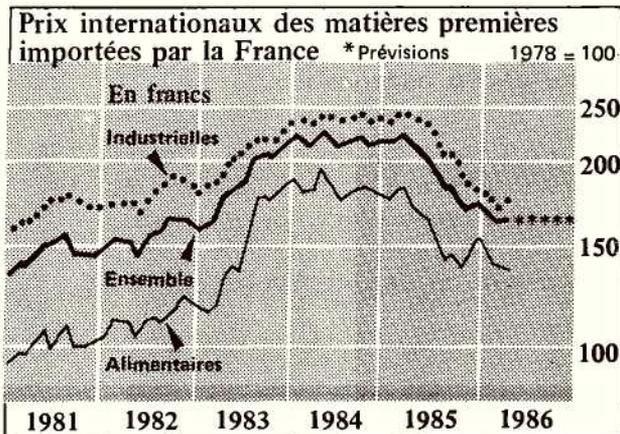
Grâce à de sévères réductions de capacités opérées, notamment en Amérique du Nord, les marchés de l'aluminium, du cuivre et du nickel ont retrouvé en 1985 une situation d'équilibre. Les prix de ces produits devraient connaître cette année un redressement modéré. De nombreux autres marchés continueront toutefois de connaître la situation de déséquilibre qui avait entraîné la baisse tendancielle de leurs cours depuis la mi-1984. On peut citer ainsi le tungstène, l'étain (pour lequel la faillite de l'accord international a provoqué la fermeture de la bourse de Londres), et les métaux ferreux.

Parmi les produits alimentaires importés par la France, seul le café réunit les conditions favorables à la fermeté des prix ^{1/}. Les conséquences de la séche-

^{1/} La baisse constatée sur les marchés ces dernières semaines ne devrait être que transitoire.

resse, fin 1985, réduiront de moitié la future récolte brésilienne et de 20 % la production mondiale. Les stocks sont suffisants pour éviter la pénurie mais le recul du ratio stocks/demande assurera au moins le maintien de cours revalorisés d'environ 60%.

Au total, on connaîtrait sur la fin de l'année 1986 une légère hausse du prix en devises des matières premières industrielles qui serait compensée par un certain tassement des prix des matières premières alimentaires. Sur l'indice d'ensemble ceci signifie qu'on conserverait sur le reste de l'année le niveau acquis en avril 1986.



II - Les échanges extérieurs

Depuis le début de l'année, l'évolution des échanges extérieurs de produits manufacturés a été décevante : l'excédent, déjà en baisse au second semestre 1985, a encore perdu du terrain. Cette dégradation résulte de plusieurs facteurs : baisse des achats de l'OPEP dont les revenus ont fortement diminué, concurrence accrue des exportateurs de la zone dollar du fait de la baisse de cette devise, et enfin accroissement des importations induit par celui de la demande intérieure française. Sur le reste de l'année, l'effet de la dévaluation se conjugant à la forte reprise de la demande intérieure de nos principaux partenaires commerciaux (en particulier la RFA), nos exportations en volume devraient se redresser. La modération de la demande intérieure française au second semestre devrait ralentir la croissance de nos importations. Enfin, l'amélioration des termes de l'échange, momentanément freinée par la dévaluation, devrait reprendre. Au total, l'excédent manufacturier au second semestre devrait se redresser et retrouver le niveau de la fin de l'année 1985. Sur l'ensemble de l'année il se situerait à 65 MdF soit en diminution de 27 % par rapport à l'année dernière.

Compte tenu de l'hypothèse retenue dans cette note sur le prix du baril de pétrole, la facture énergétique française serait de 106 MdF ce qui représente une réduction de 75 MdF par rapport à 1985 (cette amélioration serait légèrement plus forte – de 7 MdF environ – si le prix du pétrole se stabilisait au cours de 15 \$ le baril au second semestre).

Après l'année brillante qu'a été 1985, l'excédent agro-alimentaire devrait se réduire d'un peu plus de 10 % en 1986 essentiellement en raison de la baisse des cours mondiaux des céréales et de la concurrence accrue des États-Unis.

Malgré la diminution des excédents manufacturier et agro-alimentaire, la réduction de la facture énergétique permettrait de dégager un excédent de nos échanges (FAB-FAB) de marchandises de 17 MdF en 1986, soit un gain de 47 MdF par rapport à 1985.

1. Les échanges de produits manufacturés

Après l'excédent remarquable du mois de janvier (+ 9,4 MdF), le solde de nos échanges de produits manufacturés a décliné de façon régulière pour atteindre en avril un niveau excessivement bas (+ 1,2 MdF). Le résultat du mois de mai est resté lui aussi très médiocre, en hausse de 1,4 MdF seulement par rapport au niveau d'avril. Cette grande variabilité du solde manufacturier d'un mois à l'autre indique clairement la prudence avec laquelle il faut interpréter les résultats mensuels. Il n'en reste pas moins que depuis le début de l'année le solde mensuel de nos échanges de produits manufacturés se situe à un niveau (+ 4,4 MdF) largement inférieur à celui enregistré en moyenne en 1985 (+ 7,4 MdF).

Cette dégradation provient de l'évolution de nos exportations en valeur qui sont, sur les cinq premiers mois de l'année 1986, en baisse de 4,6 % par rapport à leur niveau du quatrième trimestre. Une grande partie de cette diminution de nos ventes est liée à l'effondrement de nos exportations vers l'OPEP, en baisse de 20 % sur les cinq mois écoulés, et à la mauvaise tenue de nos ventes en valeur en direction des États-Unis qui ont diminué sur ces cinq mois de 8 % par rapport à leur niveau du quatrième trimestre 1985. Mais nos exportations vers la CEE sont également en baisse de 3 % sur cette période.

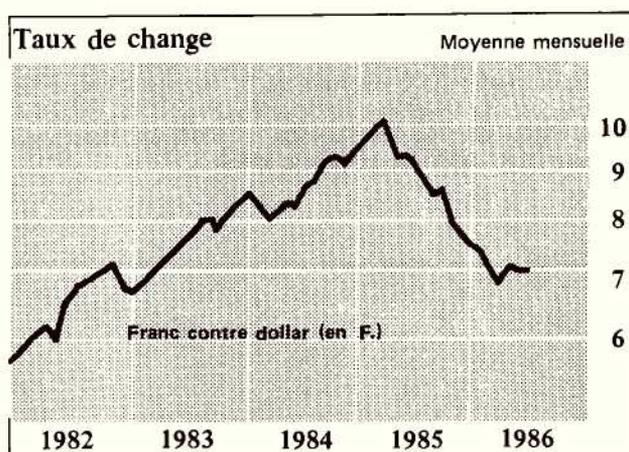
Nos importations ont également contribué à diminuer notre solde manufacturier, tout particulièrement sur les mois d'avril et mai. Après avoir évolué de façon relativement atone au premier trimestre tout en restant à un niveau élevé, elles ont augmenté de 8,8 % en avril, et malgré la baisse observée en mai, elles sont sur les deux premiers mois du second trimestre en hausse de 4,7 % par rapport à leur niveau du premier trimestre. Cet alourdissement de nos importations au mois

d'avril résulte en partie de la hausse des prix à l'importation à la suite de la dévaluation, mais des anticipations erronées sur la date du réajustement de parité peuvent également y avoir contribué.

Ces résultats médiocres de début d'année semblent au total liés à un décalage conjoncturel défavorable d'une part, et aux effets de la baisse du dollar d'autre part. Avec une consommation relativement soutenue en France sur les six premiers mois de l'année, nos importations sont restées à un niveau élevé, pendant que la demande étrangère (en particulier la demande OPEP) s'est révélée très médiocre ; en affaiblissant notre compétitivité, dans un climat déjà peu favorable, la forte baisse du dollar a contribué à défavoriser nos exportations.

• La compétitivité

Deux faits majeurs sont venus modifier l'environnement économique dans lequel prennent place nos échanges. D'une part, le dollar dont la baisse a débuté au deuxième trimestre 1985, apparaît aujourd'hui stabilisé à un niveau très en retrait par rapport à celui du début de l'année dernière.



Cours du dollar en francs				
1985				
85.1	85.2	85.3	85.4	MA
9,96	10,41	8,69	7,89	8,99
1986				
86.1	86.2	86.3	86.4	MA
7,21	7,15	7,20	7,20	7,20

D'autre part, un mouvement de parité est intervenu au sein du SME au mois d'avril. Cependant, a posteriori, la dévaluation du franc est d'une ampleur limitée. Les mouvements des monnaies européennes ont conduit à une dépréciation effective du franc inférieure à celle du taux pivot (la moyenne pondérée des glissements du franc contre les autres principales monnaies du SME entre février et mai 1986 est de 3,7 % alors que l'ajustement moyen des taux pivots est de 4,7 %).

La dévaluation du franc au sein du SME va placer les exportateurs français dans une situation relativement meilleure pour profiter de la reprise attendue de la consommation des ménages en RFA (les importations de produits manufacturés de la RFA augmenteraient, selon l'OCDE, de 8,2 % en volume en 1986). Elle donne aux exportateurs français plus de marge pour restaurer la compétitivité-prix de leurs produits, ce qu'ils reconnaissent eux-mêmes comme nécessaire lors de l'enquête de conjoncture sur la concurrence étrangère en décembre 1985.

Même si dans le court terme, le mode de fixation des prix à l'exportation pouvait conduire, à la suite de la dévaluation, à un raffermissement des marges à l'exportation (les prix de certains produits sont fixés en devises et ne se modifieront pas avant révision des catalogues), celles-ci diminueraient par la suite lors des futures modifications des prix de vente.

L'ampleur de la baisse du dollar (- 28 % entre le premier trimestre 1985 et le deuxième trimestre 1986) a un effet opposé sur notre compétitivité-prix qui risque d'être renforcé par l'évolution actuelle de certains marchés sur lesquels les exportateurs français sont traditionnellement tournés : en particulier, le fait que les revenus pétroliers sont libellés en dollars augmente aujourd'hui considérablement l'intérêt pour les pays producteurs d'importer des produits de la zone dollar. Dans une période de baisse massive de leur revenu, les pays producteurs de pétrole vont donc devenir un lieu de lutte commerciale très âpre dans laquelle les exportateurs américains et des pays du Sud-Est asiatique (Corée du Sud, Taïwan notamment, qui sont dans la zone dollar) sont bien placés.

Au total, sur nos exportations, l'ampleur modérée du mouvement de parité au sein du SME ne compense guère les effets de la forte baisse du dollar. Les pertes de part de marchés observées l'an dernier devraient se renouveler cette année.

Sur nos importations de produits manufacturés, en revanche, l'effet de la baisse du dollar devrait rester limité. Nos achats en provenance des Etats-Unis se sont, depuis 1980, recentrés sur les biens d'équipement ; il faudra sans doute quelque temps avant que les fournisseurs américains retrouvent leur place dans nos importations de biens de consommation (cf encadré). Le même effet jouera également dans les autres pays industriels, ce qui limitera en partie également les conséquences à court terme de la baisse du dollar sur nos exportations vers les pays développés (hors Etats-Unis). Quant à la dévaluation du franc dans le SME, en contribuant à renchérir le prix de nos achats en provenance de nos fournisseurs européens, elle contribue à une amélioration à court terme de notre compétitivité intérieure qui permettra de réduire la détérioration du taux de pénétration.

Les effets de la hausse du dollar sur les échanges Franco-Américains

La forte hausse du dollar au cours de la période 1980-1985 a modifié profondément nos échanges avec les USA.

Notre solde commercial avec les Etats-Unis qui était largement déficitaire en 1980 (- 24 MdF) a été positif en 1985 (+ 2 MdF). L'évolution du décalage conjoncturel a naturellement contribué très largement à cette amélioration. Mais les exportateurs français ont également su profiter des gains de compétitivité que leur a procurés la hausse du dollar, pour renforcer leurs positions sur le marché américain. La France est ainsi passée de la 11ème à la 9ème place en tant que fournisseur des Etats-Unis et sa part dans les importations américaines totales en valeur de 2,2 % à 2,7 %.

La hausse du dollar a également pénalisé les producteurs américains dont la part dans les importations françaises a baissé de 0,4 % entre 1980 (8 %) et 1985 (7,6 %). Cette diminution de l'importance des USA en tant que fournisseur est allée de pair avec une modification sensible de la structure de nos importations de produits américains. Les biens d'équipement professionnel, qui étaient déjà en 1980 largement dominants au sein de nos importations américaines (44,7 %) ont vu leur part augmenter considérablement entre 1980 et 1985. Ils constituaient l'an passé 58 % de nos importations en provenance des USA. Sur la même période tous les autres postes ont vu leurs parts diminuer. Cette évolution qui traduit clairement la spécialisation américaine dans le domaine des biens d'investissement, montre également les limites des analyses liées à la compétitivité-prix. Les effets d'une hausse des prix sur les échanges en volume apparaissent en effet très variables selon les types de biens considérés. L'évolution de la structure de nos échanges avec les Etats-Unis indique en particulier la faible élasticité-prix de nos importations en biens de haute technologie provenant des USA.

Structure par produits des importations françaises en provenance des États-Unis

Année	Produits agricoles	I A A	Produits énergétiques	Biens inter-médiaires	Biens d'équipement	Automobile transport	Biens de consommation
1980	7,6	4,1	6,2	23,2	44,7	1,9	12,0
1981	7,3	3,7	9,1	19,5	49,8	1,8	8,7
1982	8,1	3,6	9,1	17,2	51,4	2,1	8,5
1983	7,5	3,6	5,8	17,7	55,0	1,7	8,7
1984	6,9	3,2	4,4	18,3	56,1	1,9	8,9
1985	5,5	2,8	4,7	18,5	58,1	1,7	8,5

Source : INSEE

La légère amélioration de la position française sur le marché américain entre 1980 et 1985 n'a pas donné lieu à une telle modification de la structure de nos ventes en direction des États-Unis. On observe néanmoins un léger renforcement des biens d'équipement et des biens de consommation dont les parts dans nos exportations vers les USA gagnent respectivement 6 % et 1 %, au détriment de l'automobile (- 3 %), et des biens intermédiaires (- 3 %).

Structure par produits des exportations françaises vers les États-Unis

Année	Produits agricoles	I A A	Produits énergétiques	Biens inter-médiaires	Biens d'équipement	Automobile transport	Biens de consommation
1980	3,8	8,3	1,3	33,1	27,1	13,5	13,0
1981	4,4	7,4	1,2	35,8	28,3	12,1	10,8
1982	4,3	8,2	0,6	30,1	33,1	12,0	11,7
1983	4,9	8,2	0,7	31,4	28,2	13,4	12,9
1984	4,0	6,9	1,4	29,9	29,8	14,6	13,3
1985	4,2	6,7	2,3	30,1	33,0	10,0	13,8

Source : INSEE

Sur la période étudiée, la position de la RFA en tant que fournisseur des États-Unis a évolué de façon plus favorable que la nôtre. La part de la RFA dans les importations américaines a ainsi augmenté de 1 point entre 1980 et 1985, et la RFA qui assure 5,9 % des importations américaines en valeur est aujourd'hui le 3^{ème} fournisseur des États-Unis. La modération des prix allemands à l'exportation sur la période étudiée suggère que les performances en volume de la RFA sur le marché américain sont encore meilleures.

• Les échanges de produits manufacturés en volume

Après avoir diminué de 1,3 % au quatrième trimestre 1985, nos **exportations** ont de nouveau baissé (- 1 %) au premier trimestre 1986. Les résultats du mois d'avril et de mai, qui ne sont actuellement disponibles qu'en valeur, confirment cette tendance.

Les échanges de produits manufacturés en volume						Evolutions %						
1985							1986					
85.1	85.2	85.3	85.4	Gat	MA		86.1	86.2	86.3	86.4	Gat	MA
0,5	0,2	0,4	-1,3	-0,2	1,4	Exportations	-1,0	-0,5	2,5	2,5	3,5	-0,2
0,8	-0,9	0,7	1,0	1,6	3,8	Demande mondiale	-0,5	1,0	3,0	2,0	5,5	3,5
0,4	0,7	6,1	-1,7	5,4	6,4	Importations	-0,2	3,7	0,8	0,8	5,1	5,0
-1,4	1,9	3,8	-0,6	3,7	2,4	Marché intérieur	0,1	2,3	-0,1	-0,1	2,2	3,7
40,8	40,4	41,2	40,8	-	40,8	Taux de pénétration (niveau)	40,7	41,2	41,6	41,9		41,4
94,3	93,9	88,8	89,2		91,5	Taux de couverture (niveau)	88,5	84,9	86,4	87,8		86,9

Ces évolutions confrontées au profil de la demande mondiale de produits manufacturés font apparaître la baisse de notre compétitivité (effet dollar) à partir du troisième trimestre 1985 (la demande mondiale progresse de 2,2 % entre l'été 1985 et le printemps 1986 tandis que les exportations diminuent de 2,4 %). L'hypothèse d'une reprise à un rythme soutenu (5 % en glissement) de la demande mondiale au second semestre, liée notamment à une forte poussée des importations allemandes, nous conduit à des anticipations optimistes sur cette fin d'année. Cependant, sur l'ensemble de l'année, nos exportations devraient se situer légèrement au-dessous de leur niveau de l'année dernière.

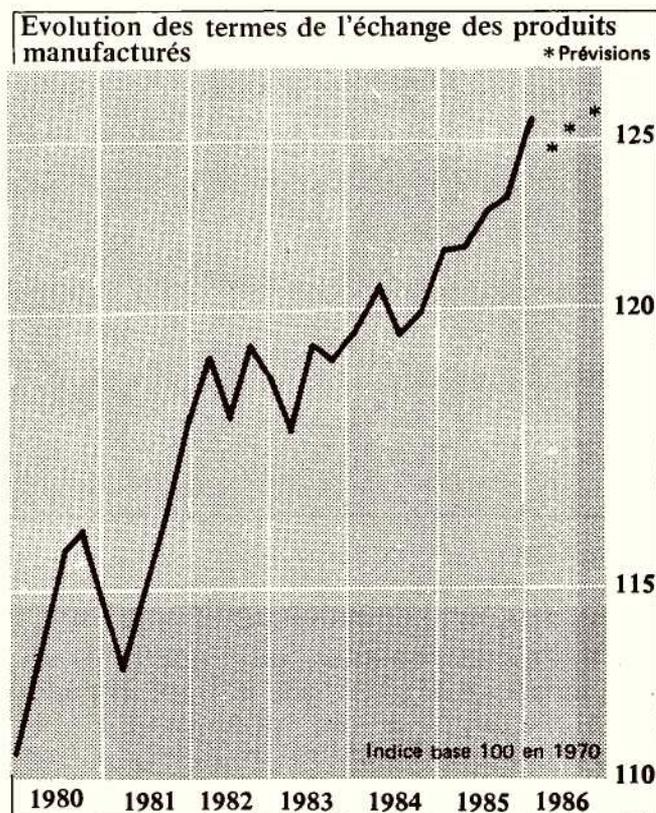
Sur la première moitié de l'année, nos **importations** en volume évoluent de manière assez vive (+ 3,5 % en glissement). La progression de la consommation des ménages concentrée dans les produits à fort taux de pénétration (biens d'équipement ménager, automobile), la progression encore soutenue de l'investissement des entreprises et la reprise de la production au sortir d'un premier trimestre médiocre l'expliquent : le marché intérieur augmente de 2,4 % en glissement. Sur le second semestre, le marché intérieur devrait se stabiliser et le rythme de nos importations serait beaucoup moins rapide (1,6 % en glissement).

L'évolution en moyenne annuelle, quoiqu'assez vive (+ 5 %) conduira à un ralentissement marqué dans la dégradation de notre taux de pénétration comparé à son évolution des deux années passées.

Au total, les évolutions de notre solde en volume rendent compte du décalage conjoncturel infra-annuel (forte demande intérieure au premier semestre qui ensuite se ralentit, reprise attendue des importations de nos partenaires au second semestre).

• Les prix de nos échanges de produits manufacturés

La dévaluation va mécaniquement conduire à une hausse des prix des produits que nous importons de la CEE. Compte tenu de la place de la Communauté européenne dans nos importations (53 %) et du montant effectif de la dévaluation (3,9 %), la hausse mécanique de nos prix d'importations au lendemain du réaménagement monétaire est de l'ordre de 2,1 %. La modération attendue des prix d'exportations de nos fournisseurs exprimés en leur monnaie limitera l'effet de la dévaluation au deuxième trimestre et contribuera à une baisse modérée des prix au second semestre. Grâce à la forte baisse des prix d'importations fin 1985 et au premier trimestre 1986 (effet dollar) le prix de nos achats à l'étranger, devrait, en moyenne annuelle se situer environ 3 % en dessous de leur niveau de l'année dernière.



Quant aux prix d'exportations, on s'attend également à une baisse en moyenne annuelle mais beaucoup plus faible que celle du prix de nos importations. La baisse du dollar et la concurrence accrue sur les marchés extérieurs vont impliquer un effort de réduction des prix des exportateurs français qui s'est du reste déjà fait sentir au premier trimestre. Les effets à très court terme de la dévaluation^{1/} engendreront une légère poussée des prix au deuxième trimestre puis les évolutions devraient se modérer.

Les prix des échanges de produits manufacturés						Evolutions %					
1985						1986					
85.1	85.2	85.3	85.4	Gat	MA	86.1	86.2	86.3	86.4	Gat	MA
1,1	1,0	0,2	-0,9	1,4	5,0	-1,3	0,5	0,4	0,0	-0,5	-1,1
0,1	0,9	-0,5	-1,0	-0,5	3,3	-2,9	1,5	-0,3	-0,6	-2,5	-2,9
1,0	0,1	0,7	0,1	1,9	1,7	1,6	-1,0	0,7	0,6	1,9	1,8
						Exportations (FAB)					
						Importations (CAF)					
						Termes de l'échange					

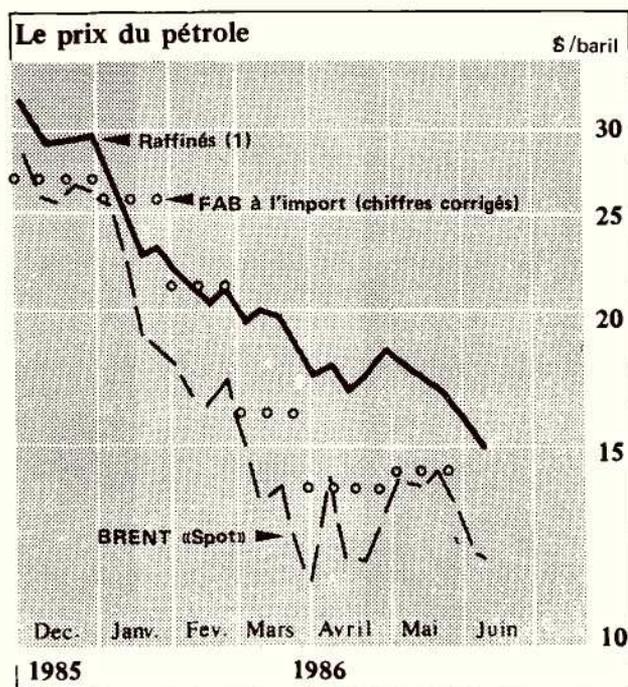
^{1/} Il s'agit de l'effet mécanique lié aux contrats fixés en devises

2. Les échanges énergétiques

Au début de l'année 1986, la baisse du prix du pétrole a contribué à diminuer fortement le montant de la facture énergétique. Sur les cinq premiers mois de l'année le déficit mensuel moyen de nos échanges énergétiques a été de 10 MdF, soit 5 MdF en dessous du déficit mensuel moyen de 1985 (15 MdF). L'amélioration observée n'a néanmoins pas coïncidé avec l'évolution des prix du pétrole. Alors que la baisse du prix du baril (Brent "Spot") s'est poursuivie tout au long des quatre premiers mois de l'année, notre solde énergétique est resté, lui, constant de janvier à avril.

Deux facteurs expliquent cette évolution : les chiffres du commerce extérieur publiés au mois le mois par les Douanes ont un caractère provisoire. Au cours des années passées, les corrections apportées au chiffre du solde énergétique étaient relativement minimes. Depuis le début de l'année par contre ces corrections sont apparues de plus en plus fortes (au total, sur les quatre premiers mois pour lesquels les corrections ont pu être provisoirement estimées, leur montant avoisinerait - 2,5 MdF sur la facture énergétique^{1/}). L'ampleur de ces corrections découle de la place considérable prise par les contrats "net-back" dans notre approvisionnement. Le principe de ces contrats, apparus au début de la guerre des prix, est de garantir aux raffineurs une marge constante. Ils constituent donc un mode de tarification attractif, dans la mesure où ils permettent d'assurer complètement les raffineurs contre les risques à terme. Pour assurer une marge de raffinage constante, le prix du pétrole brut n'est pas fixé le jour du chargement, mais seulement à la date où le pétrole a théoriquement été raffiné. Le prix est alors calculé en prenant en compte les prix des divers produits découlant du processus de raffinage : on estime le revenu tiré de la vente des produits finis et on calcule le prix du pétrole brut de sorte que le montant de la vente des produits finis assure une marge constante par baril traité.

Le prix déclaré en douane, à la date d'arrivée du pétrole sur le territoire, est donc forcément un prix provisoire, que les raffineurs ne seront en mesure de corriger que le mois suivant, une fois effectué le calcul définitif du prix attaché au contrat net-back.



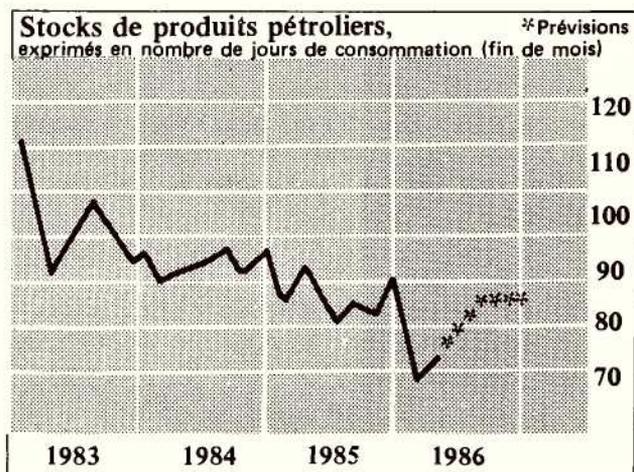
Les cotations du marché «Spot» de Rotterdam (moyennes hebdomadaires) et le prix de nos importations (moyennes mensuelles)(FAB).

(1) Pondérés par la structure du raffinage européen

1/ Au total, le déficit global - tous produits - cumulé de janvier à avril passerait en chiffres rectifiés (FAB-FAB, CVS-CJO) à 2,3 MdF seulement au lieu de 4,8 MdF.

A ce facteur statistique s'ajoute également une évolution très typée des volumes importés, traduisant un comportement de restockage des raffineurs. Au début de l'année, des anticipations très optimistes en matière de prix du baril (on parlait alors parfois d'un baril en dessous de 10 \$) et l'orientation encore très marquée à la baisse du dollar, ont conduit à diminuer les volumes importés et à déstocker. La stabilisation du dollar, puis ses récentes fluctuations, associées au frémissement des prix du marché pétrolier au cours du mois de mai, ont sans doute convaincu les importateurs de restocker. C'est l'amorce de ce mouvement qui expliquerait en particulier la stabilité de notre déficit énergétique entre mars et avril, malgré la baisse prononcée des prix.

Sur l'ensemble de l'année 1986 l'augmentation des importations pétrolières en volume, liée au restockage et à un léger accroissement de la demande, ainsi qu'une hausse des importations de gaz en provenance d'URSS, viendra réduire quelque peu l'effet direct de la baisse des prix sur notre facture énergétique. Au total, le déficit énergétique devrait être de l'ordre de 106 milliards de francs, en baisse de 75 MdF par rapport à l'année dernière. Cette réduction pourrait être encore plus sensible (82 MdF) si le prix du pétrole se stabilisait à 15 \$.



3. Les échanges agro-alimentaires

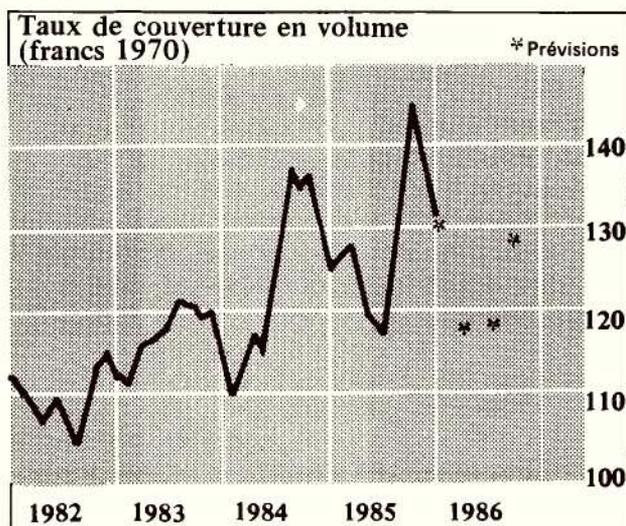
Depuis la mi-1984, l'excédent commercial dégagé par ce secteur s'inscrit à un niveau légèrement supérieur à 2,5 MdF par mois. Le commerce extérieur de céréales a assuré, quant à lui, 2,7 MdF de recettes mensuelles. Au premier trimestre de cette année, le solde extérieur de produits agro-alimentaires conserve ce niveau moyen même s'il est inférieur au niveau exceptionnel de l'automne 1985.

Cependant, l'environnement international des échanges céréaliers devient moins favorable : des disponibilités fortement excédentaires provoquent une pression sur les prix et une accentuation de la concurrence entre les Etats-Unis et l'Europe. La politique agricole mise en oeuvre aux USA se caractérise par un certain désengagement du soutien des prix agricoles en vue de résorber les stocks par le développement des exportations. Du fait de cette concurrence, le recul de nos livraisons de céréales aux pays "tiers" (non membres de la CEE) pourrait être de 25 % en moyenne annuelle. Ces dernières représentant presque la moitié du volume des exportations de l'année dernière et les exportations vers la CEE étant supposées stables, ce mouvement engendrerait une baisse de 10 % du volume global de nos exportations céréaliers. Compte tenu de la baisse du dollar et de la tendance des cours, l'accès au marché international imposera un sacrifice sur les prix (nous prévoyons une baisse de 30 % du prix sur ces marchés tiers) et, par conséquent, un coût élevé des restitutions qui sont supportées par la Commission européenne.

Eléments et solde du commerce extérieur agro-alimentaire					en milliards de F/mois CVS				
1985					1986				
85.1	85.2	85.3	85.4	Total	86.1	86.2	86.3	86.4	Total
1,3	1,4	1,3	1,1	15,2	1,3	1,1	1,1	1,1	13,8
1,1	1,1	1,0	0,8	12,0	0,9	0,8	0,9	0,8	10,2
3,0	3,1	2,3	3,1	34,5	2,9	1,9	2,2	2,8	29,5
2,5	2,3	2,0	3,5	31,1	2,8	1,6	2,0	2,8	27,5
					Imports de produits tropicaux				
					Imports de corps gras				
					Exports de céréales				
					Solde agro-alimentaire				

Parmi les autres mouvements importants que l'on peut prévoir sur le solde agro-alimentaire, il faut signaler la baisse de prix des oléagineux et des autres produits tropicaux (à l'exception du café) qui réduirait de près de 3 MdF nos achats à l'étranger et une légère dégradation du solde des échanges de produits animaux provoquée par une baisse de nos exportations de viandes.

Sur l'ensemble des produits agro-alimentaires, le solde escompté sur l'année est donc de 27,5 MdF après 31,1 MdF en 1985. Le profil infra-annuel de ce poste est bien entendu difficile à prévoir comme le montre le caractère heurté du taux de couverture en volume sur le passé. Il dépend en fait fortement des opportunités de livraisons de céréales aux pays tiers. On a retenu cependant l'idée d'une dégradation du solde plus prononcée au printemps et à l'été et un certain redressement en fin d'année : les informations actuelles sur les contrats céréaliers hors CEE sont assez pessimistes jusqu'en juillet et les contraintes budgétaires de la CEE pourraient retarder sur la fin de l'année les possibilités de règlements de contrats. De fait, le mouvement retenu du taux de couverture cette année reflète les mouvements observés sur le passé récent.



4. Le solde des échanges de marchandises et des paiements courants

Malgré la dégradation attendue des excédents agro-alimentaire et manufacturier, le gain massif effectué sur le déficit énergétique permettrait de dégager un solde positif de 17 MdF sur notre balance commerciale FAB-FAB. Cette prévision se situe en baisse de 10 MdF par rapport à notre prévision de mai (se répartissant environ pour moitié sur le solde agro-alimentaire et sur le solde de produits industriels). Après un mauvais deuxième trimestre, le second semestre devrait être beaucoup plus favorable, grâce à la modération de nos importations et à un redémarrage de nos exportations de produits manufacturés.

Le solde global des échanges de marchandises					milliards de F/mois - CVS					
1985						1986				
85.1	85.2	85.3	85.4	Total		86.1	86.2	86.3	86.4	Total ^{5/}
2,5	2,3	2,0	3,5	31,1	Agro-alimentaire	2,8	1,6	2,0	2,8	27
-16,9	-15,8	-13,4	-14,1	-180,6	Energie ^{1/}	-9,9 ^{3/}	-8,5	-7,5	-9,5	-106
8,4	8,6	6,0	6,6	89,0	Produits manufacturés	6,1	3,7	5,2	6,5	65
- 6,5	- 4,3	- 5,2	- 4,1	- 60,4	Ensemble CAF-FAB ^{2/}	-1,5	-3,0	-0,1	-0,1	- 14
- 4,1	- 1,5	- 2,5	- 1,7	- 29,6	Ensemble FAB-FAB ^{4/}	1,0	-0,5	2,4	2,6	17

1/ avec un prix du baril de pétrole à 15 \$ sur les trois derniers trimestres le déficit énergétique se situerait, sur l'ensemble de l'année, à 99 MdF soit un gain de 7 MdF supplémentaire sur le total CAF-FAB.
2/ y compris écart de CVS
3/ chiffres rectifiés (estimation INSEE)
4/ taux de passage CAF-FAB : 1983 : 95,7 ; 1984 : 96,2 ; 1985 et 1986 : 96,8
5/ chiffres arrondis au MdF.

L'amélioration de 47 MdF du solde commercial douanier permettrait de dégager en 1986 un excédent de la balance des paiements courants légèrement supérieur à 40 MdF^{1/}.

Le solde des services de la balance des paiements serait pratiquement stable. La forte contraction attendue - 7 MdF - de l'excédent du poste "Voyages", qui résulte principalement d'une diminution des recettes touristiques des résidents américains (effet "terrorisme", effet de la baisse du dollar) serait compensée par la réduction du déficit du poste "Revenus du capital" liée, d'une part à la baisse du cours du dollar (qui allège les charges d'intérêt), et d'autre part à la réduction de l'endettement net contracté par la France.

1/ Compte tenu de l'évaluation du solde commercial FAB-FAB de la balance pour l'année 1985 à l'aide du nouveaux taux de passage CAF-FAB.

5. Les gains de termes de l'échange et le revenu des agents intérieurs

Avec la baisse du prix de l'énergie, mais aussi des prix à l'importation des produits manufacturés, l'économie française continue à bénéficier en 1986 de forts gains des termes de l'échange. L'indice des termes de l'échange, qui rapporte l'évolution du prix des exportations à celle du prix des importations, progresse de 8,8 % en 1986 après une hausse de plus de 3 % en 1985. Mesuré en proportion du PIB en valeur, et donc du revenu des agents intérieurs, le gain est massif : il représente près de 0,8 % de PIB en 1985 et 2,4 % en 1986.

Variation du solde extérieur due aux mouvements de prix		en milliards de francs
1985		1986
38	Exportations (1)	- 24
6	Importations (2)	-126
32	Gain dû aux Termes de l'échange (1)-(2)	102
(0,8 %)	(en % du PIB)	(2,4 %)

Il s'agit d'un gain de pouvoir d'achat pour les agents intérieurs, qui se manifeste de deux façons : directement par la baisse (relativement à une situation sans gain de termes de l'échange) du prix de leurs achats finals, consommation des ménages et investissement pour l'essentiel ; mais aussi indirectement par la hausse relative de la valeur ajoutée des entreprises, qui économisent en dépenses de consommation intermédiaire sans répercuter pleinement à court terme ces baisses de coûts dans leurs prix à la production.

L'évolution des termes de l'échange implique des progressions contrastées du prix des différents agrégats : le prix du total des emplois progresse de 1,6 %, celui de la consommation des ménages de 2,5 %. Le prix du PIB, qui reflète le gain de valeur ajoutée provoqué par les mouvements de prix, croît nettement plus, de 5,0 %.

Le partage de ces gains de termes de l'échange entre agents intérieurs est difficile à estimer. Les entreprises peuvent en effet modifier leur comportement de partage de la valeur ajoutée en distribuant plus de salaires. Le compte prévisionnel qui est présenté ici ne retient explicitement pas cette possibilité puisque la part de la rémunération des salariés dans la valeur ajoutée des entreprises diminue.

Un **tableau comptable** de la répartition du surplus dû à la baisse du prix du pétrole a été présenté en mai. Ce tableau ne mesurait que les effets ex ante (partage entre agents de la répercussion à la baisse des prix de l'énergie à partir de l'équilibre ressources-emplois de la branche de l'énergie). Le compte présenté ici donne un résultat proche du message qui avait alors été transmis : l'Etat cependant serait plus perdant que gagnant, la baisse des ressources de TVA étant plus importante que les économies réalisées sur ses consommations. La part des ménages, si on tient compte des entrepreneurs individuels, serait plus importante. On obtiendrait un partage ménages/entreprises de l'ordre de 45 % pour les premiers contre 55 % pour les seconds. Le gain pour l'ensemble des ménages et entrepreneurs individuels représente 1,1 % du revenu disponible soit, approximativement 0,5 % de consommation en volume en moyenne annuelle en supposant, suivant les relations habituelles, que la moitié du supplément de revenu est consommé au bout d'un an.

